

# L'Angleterre et l'indépendance monétaire

Christopher JOHNSON

Conseiller économique à la Lloyds Bank

**L'**été dernier, le gouvernement britannique a consenti avec la plus grande réticence à l'établissement du comité Delors chargé d'étudier la possibilité d'une union économique et monétaire en Europe. Les déclarations ministérielles prononcées pendant les travaux du Comité démontrèrent l'écart existant entre l'Angleterre et ses partenaires au sujet de l'avenir monétaire. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, quoique membre du Comité à titre personnel, n'a donné aucune preuve de conversion à la foi de ses confrères continentaux. Mme Thatcher a affiché son nationalisme en matière européenne au célèbre discours de Bruges en septembre 1988. Cette ville a donné son nom au nouveau « Groupe de Bruges » établi à Londres en janvier 1989. Ce groupe réunit plusieurs personnalités de la droite libérale, qui essaient d'imposer une conception « libre-marché » de l'Europe aux candidats conservateurs aux élections pour le Parlement européen en juin. M. Lawson, le Chancelier de l'Échiquier, a prononcé un discours encore plus brutal à l'Institut Royal des Affaires Internationales en janvier. Malgré les divergences bien connues entre lui et le Premier ministre sur l'Europe, il a semblé cette fois-ci plutôt se solidariser avec elle.

Le gouvernement anglais, selon Mme Thatcher, estime que la création de la Banque centrale européenne n'est pas la question-clé. Elle soutient trois mesures plus pratiques et plus immédiates : la libéralisation complète des mouvements des capi-

taux ; un marché libre de services financiers ; une plus grande utilisation de l'écu.

M. Lawson continue à prôner une adhésion anglaise au mécanisme de taux de change du Système monétaire européen — que Mme Thatcher persiste à repousser — mais voit une différence fondamentale entre cette adhésion et l'union économique et monétaire, qu'il condamne comme inconciliable avec la souveraineté nationale sur la politique fiscale et monétaire du pays.

Pour M. Lawson et ses collègues, l'achèvement du marché européen intérieur doit précéder toute considération des étapes ultérieures, qui ne sont qu'une distraction nuisible de la tâche en cours. On pourrait y décerner la préférence anglaise pour une zone européenne de libre échange déréglementée, plutôt qu'une vraie intégration des économies nationales. Malgré les protestations du patronat britannique, le gouvernement nie l'existence de liens entre le développement des échanges, la stabilité des devises, et l'harmonisation des politiques monétaires. M. Lawson a été particulièrement dur pour les partisans de l'union économique et monétaire, en déclarant : « Cette nouvelle question extrêmement difficile qui provoque la division, a été propulsée au premier rang du débat européen en ce moment soit par une insouciance coupable, soit pour établir un rideau de fumée destiné à masquer un manque de progrès suffisant vers le marché unique. »

Cette accusation de mauvaise foi découle peut-être de la crainte de l'Angleterre de se voir devancée

## P O I N T S   D E   V U E

par ses partenaires, qui, le cas échéant, seraient capables un jour de former une union économique et monétaire sans elle, comme ils le firent en établissant le mécanisme du taux de change du SME il y a dix ans. Mme Thatcher s'est consolée en réclamant le soutien de M. Pöhl, chef de la Bundesbank, qui souligne les difficultés pratiques de se mettre d'accord sur un projet aussi ambitieux qu'une Banque centrale européenne.

Il faut aussi reconnaître que la croissance trop rapide de l'économie anglaise doit être ralentie, et le taux d'inflation de 7,5 % réduit, avant qu'elle ne soit prête à affronter l'expansion du commerce extérieur, ou la stabilisation de la livre. L'indépendance en matière de politique économique et monétaire de l'Angleterre ne peut réussir qu'à court terme ; à moyen terme, il semble que le gouvernement aurait trouvé un profil de croissance plus stable en intégrant sa politique avec celle des autres.

Mme Thatcher a fait monter le cours de la livre de 3 Dm à 3,28 DM, contre le gré de M. Lawson, pour réduire l'inflation. Cette preuve d'indépendance

monétaire a eu pour effet de stimuler la demande à la consommation, grâce à la diminution des prix à l'importation, et d'élargir encore plus la balance, déjà déficitaire, des paiements. Selon beaucoup d'analystes, la livre est condamnée à retrouver son cours ancien de 3 Dm vers la fin de 1989. Ce serait le bon moment d'adhérer au mécanisme du taux de change, surtout si l'inflation revenait vers les 5 %. En fin de compte, Mme Thatcher adhérera au mécanisme de taux de change si elle y voit le seul moyen de contrôler l'inflation, et de remporter les élections générales de 1991 ou 1992. Paradoxalement, c'est le parti travailliste de M. Kinnock qui semble le plus attaché à l'intégration européenne, grâce à la « dimension sociale » que M. Delors a promis aux syndicalistes anglais. Si la population anglaise redécouvre l'attrance de l'Europe, Mme Thatcher aura besoin d'un geste éclatant. Il paraît peu probable aujourd'hui, mais ce n'est pas à exclure, que Mme Thatcher entre dans le SME pour faire oublier son manque d'enthousiasme envers la vraie union économique et monétaire. Et après 1992, on verra... □

